

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 3175

[C — 2009/29464]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française constituant les jurys en application de l'article 53, alinéa 2, du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques et fixant les modalités de leur fonctionnement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques, notamment l'article 53, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 avril 2009;

Vu les protocoles de négociation du 30 avril 2009 du Comité de négociation du Secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux - Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation du 30 avril 2009 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'urgence motivée par le fait que les dispositions du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques sont entrées en vigueur le 1^{er} septembre 2007;

Qu'en son article 52, ce décret impose au Gouvernement l'organisation des formations menant à la délivrance des brevets d'inspecteur au moins tous les deux ans;

Que conformément à ces dispositions, les mesures préparatoires et procédures nécessaires à l'organisation concrète des trois sessions de formation visées à l'article 50, § 1^{er}, du même décret, dans le délai imparti par ce dernier, ont été mises en œuvre;

Considérant qu'ainsi, un certain nombre de sessions de formation ont débuté à partir du mois de novembre 2008, les premières d'entre elles étant terminées à ce jour;

Qu'il convient de permettre aux candidats ayant suivi lesdites sessions de formation de passer l'épreuve devant être organisée au terme de ces sessions, et ce afin de respecter tant la lettre que l'esprit du décret du 8 mars 2007 précité quant à la délivrance des brevets d'inspecteur;

Considérant que pour ce faire, il importe de mettre en œuvre au plus vite les mesures qui s'imposent afin de pouvoir constituer les jurys de promotion concernés et de fixer les modalités de leur fonctionnement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 12 mai 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement obligatoire et du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009.,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *De la constitution des jurys*

Article 1^{er}. Il est constitué 19 jurys afin de délivrer les brevets de :

- 1^o inspecteur de l'enseignement maternel;
- 2^o inspecteur de l'enseignement primaire;
- 3^o inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement primaire;
- 4^o inspecteur de seconde langue dans l'enseignement fondamental;
- 5^o inspecteur de morale dans l'enseignement primaire et inspecteur de morale dans l'enseignement secondaire;
- 6^o inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- 7^o inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;
- 8^o inspecteur des cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- 9^o inspecteur des cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;
- 10^o inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur;
- 11^o inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur;
- 12^o inspecteur des langues anciennes dans l'enseignement secondaire;
- 13^o inspecteur du personnel auxiliaire d'éducation;

- 14° inspecteur du personnel paramédical;
- 15° inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré inférieur de promotion sociale et inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur de promotion sociale;
- 16° inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et inspecteur de psychologie, de pédagogie et de méthodologie dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale;
- 17° inspecteur de la discipline psycho-pédagogique, inspecteur de la discipline sociale et inspecteur de la discipline paramédicale;
- 18° inspecteur de cours artistiques dans l'enseignement artistique;
- 19° inspecteur de l'enseignement à distance pour les matières littéraires et scientifiques, inspecteur de l'enseignement à distance pour les cours techniques et de pratique professionnelle et inspecteur de l'enseignement à distance pour les cours administratifs.

Art. 2. Les jurys sont institués auprès de l'Administration générale des Personnels de l'Enseignement.

L'Administrateur général de l'Administration visée à l'alinéa 1^{er} ou le fonctionnaire général de rang 15 au moins qu'il délègue à cet effet est chargé de la coordination des travaux des différents jurys.

Les archives des jurys sont conservées au sein de l'Administration générale visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II. — *Des modalités de fonctionnement des jurys*

Art. 3. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

- 1° décret du 8 mars 2007 : le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques;
- 2° arrêté du Gouvernement du 9 mai 2008 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 2008 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion visées à l'article 28, 1^o, du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques;
- 3° arrêté du Gouvernement du 19 mars 2009 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mars 2009 organisant les épreuves sanctionnant les sessions de formation visées à l'article 50, § 1^{er} du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques.

Art. 4. Les candidats sont convoqués à l'épreuve par lettre recommandée au moins huit jours ouvrables avant la date de l'épreuve.

Sont seuls convoqués les candidats qui remplissent la condition d'assiduité telle que précisée par l'arrêté du Gouvernement du 19 mars 2009.

Les candidats sont appelés dans l'ordre déterminé par le président du jury.

Les candidats absents sont exclus.

Art. 5. Les jurys ne peuvent siéger que si deux tiers au moins de leurs membres sont présents.

Un membre d'un jury ne peut siéger lorsque le candidat est soit son conjoint soit un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclus.

Ne peut siéger au sein d'un jury un membre du personnel du Service général de l'Inspection ayant dispensé une formation visée à l'article 50, § 1^{er}, du décret du 8 mars 2007.

Art. 6. En cas d'absence du président, la présidence est assurée par un membre du jury désigné par ses pairs. Il ne peut s'agir d'un membre visé à l'article 53, alinéa 3, 3^o, du décret du 8 mars 2007.

Art. 7. Le jury s'assure que le candidat possède les aptitudes relationnelles, pédagogiques et administratives telles que précisées dans l'arrêté du Gouvernement du 9 mai 2008.

L'évaluation est réalisée sur la base des critères énoncés dans l'arrêté du Gouvernement du 19 mars 2009 et porte sur les matières vues en formation.

A cette fin, les membres du jury disposent de toute la documentation qui a été communiquée aux candidats.

Art. 8. Les décisions d'un jury d'admettre ou de refuser un candidat sont prises à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Les décisions indiquent les motifs qui ont conduit le jury à admettre ou refuser les candidats et sont communiquées à l'Administrateur général des personnels de l'enseignement de la Communauté française qui les notifie par lettre recommandée aux candidats.

Les membres du jury sont tenus à la plus grande discrétion quant au déroulement et à la teneur des délibérations.

Art. 9. Lorsque l'épreuve est écrite :

- 1° le candidat qui trouble l'ordre, fraude ou tente de frauder, est exclu;
- 2° les candidats ne peuvent, sous peine d'exclusion immédiate, communiquer entre eux ou avec l'extérieur, ni consulter des notes ou des livres, à l'exclusion de la documentation autorisée. Ils ne peuvent faire usage que du papier mis à leur disposition;
- 3° un candidat ne peut quitter la salle sans avoir remis tous les documents mis à sa disposition au surveillant désigné à cet effet, sauf mention contraire;
- 4° il n'est pas tenu compte des brouillons lors de la correction;
- 5° la correction est effectuée à l'aveugle;
- 6° un cachet est apposé sur le travail du candidat et sur la lettre de convocation.

Art. 10. Le Ministre de l'Enseignement obligatoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
C. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3175

[C — 2009/29464]

27 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot samenstelling van de examencommissies met toepassing van artikel 53, tweede lid, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs en tot vaststelling van de nadere regels voor hun werking

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, inzonderheid op artikel 53, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 april 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 23 april 2009;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 30 april 2009 van het Onderhandelingscomité van Sector IX, van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - Afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor de personeelsstatuten van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het Overlegprotocol van 30 april 2009 van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de gesubsidieerde P.M.S.-centra erkend door de Regering;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de bepalingen van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, op 1 september 2007 in werking zijn getreden;

Dat dit decreet, in artikel 52, aan de Regering de organisatie oplegt van de opleidingen die leiden tot de uitreiking van de brevetten van inspecteur ten minste om de twee jaar;

Dat overeenkomstig deze bepalingen, de voorbereidende en proceduremaatregelen die nodig zijn voor de concrete organisatie van de drie opleidingssessies bedoeld in artikel 50, § 1, van hetzelfde decreet, binnen de termijn gesteld door dit laatste uitgevoerd werden;

Overwegende dat een zeker aantal opleidingssessies aldus vanaf de maand november 2008 begonnen zijn, de eerste sessies zijn nu al gedaan;

Dat de kandidaten die de bovenvermelde opleidingssessies gevolgd hebben, de proef mogen uitleggen die georganiseerd moet worden na deze sessies en dit, om zowel de letter als de geest van het bovenvermelde decreet van 8 maart 2007 na te leven wat betreft de uitreiking van de brevetten van inspecteur;

Overwegende dat de nodige maatregelen daarom zo vlug mogelijk uitgevoerd moeten worden om de betrokken examencommissies voor bevordering samen te stellen en om de nadere regels voor hun werking te bepalen;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 12 mei 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Samenstelling van de examencommissies*

Artikel 1. Er worden 19 examencommissies samengesteld om de volgende brevetten uit te reiken :

- 1° inspecteur van het kleuteronderwijs;
- 2° inspecteur van het lager onderwijs;
- 3° inspecteur bijzondere vakken van het lager onderwijs;
- 4° inspecteur tweede taal in het basisonderwijs;
- 5° inspecteur zedenleer in het lager onderwijs en inspecteur zedenleer in het secundair onderwijs;
- 6° inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad;
- 7° inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad;
- 8° inspecteur bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad;
- 9° inspecteur bijzondere vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad;
- 10° inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad;
- 11° inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad;
- 12° inspecteur oude talen in het secundair onderwijs;
- 13° inspecteur van het opvoedend hulppersoneel;
- 14° inspecteur van het paramedisch personeel;
- 15° inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de lagere graad voor sociale promotie en inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad voor sociale promotie;
- 16° inspecteur algemene vakken in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het hoger onderwijs voor sociale promotie, inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het hoger onderwijs voor sociale promotie en inspecteur psychologie, pedagogie en methodologie in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het hoger onderwijs voor sociale promotie;
- 17° inspecteur van de psycho-pedagogische discipline, inspecteur van de sociale discipline en inspecteur van de paramedische discipline;
- 18° inspecteur kunstvakken in het kunstonderwijs;
- 19° inspecteur afstandsonderwijs voor de literaire en wetenschappelijke vakken, inspecteur afstandsonderwijs voor de technische vakken en beroepspraktijk en inspecteur afstandsonderwijs voor de administratieve vakken.

Art. 2. De examencommissies worden ingesteld bij het Algemeen Bestuur Onderwijspersoneel.

De Administrateur-generaal van het Bestuur bedoeld in het eerste lid of de ambtenaar-generaal van ten minste rang 15 die hij daartoe aanstelt, wordt belast met de coördinatie van de werkzaamheden van de verschillende examencommissies.

De archieven van de examencommissies worden bewaard binnen het Algemeen Bestuur bedoeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK II. — *De nadere regels voor de werking van de examencommissies*

Art. 3. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

- 1° decreet van 8 maart 2007 : het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs;
- 2° besluit van de Regering van 9 mei 2008 : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 2008 houdende organisatie van de opleidingen van verscheidene sessies betreffende de bevorderingsambten bedoeld in artikel 28, 1°, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs;

3° besluit van de Regering van 19 maart 2009 : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 maart 2009 houdende organisatie van de proeven die de opleidingssessies bekrachtigen zoals bedoeld in artikel 50, § 1 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs.

Art. 4. De kandidaten worden opgeroepen per aangetekende brief ten minste acht werkdagen vóór de datum van de proef.

Worden enkel opgeroepen de kandidaten die aan de voorwaarde voldoen inzake regelmatig schoolbezoek, zoals bedoeld in het besluit van de Regering van 19 maart 2009.

De kandidaten worden opgeroepen in de door de voorzitter van de examencommissie bepaalde orde.

De afwezige kandidaten worden uitgesloten.

Art. 5. De examencommissies kunnen slechts zetelen indien ten minste twee derde van hun leden aanwezig zijn.

Mag niet zetelen een lid van de examencommissie van wie ofwel de echtgenoot/echtgenote ofwel een bloed- of aanverwante tot de vierde graad inbegrepen kandidaat is.

Mag niet zetelen binnen een examencommissie een personeelslid van de Algemene Inspectiedienst dat een opleiding bedoeld in artikel 50, § 1, van het decreet van 8 maart 2007 verstrekt heeft.

Art. 6. In afwezigheid van de voorzitter wordt het voorzitterschap waargenomen door een lid van de examencommissie aangesteld door zijn gelijken. Het kan niet gaan om een lid bedoeld in artikel 53, derde lid, 3°, van het decreet van 8 maart 2007.

Art. 7. De examencommissie zorgt ervoor dat de kandidaat over de nodige bekwaamheden inzake relaties, pedagogie en bestuur beschikt, zoals bedoeld in het besluit van de Regering van 9 mei 2008.

De evaluatie gebeurt op basis van de criteria bedoeld in het besluit van de Regering van 19 maart 2009 en heeft betrekking op alle vakken gezien tijdens de opleiding.

Te dien einde beschikken de leden van de examencommissie over al de documentatie die aan de kandidaten werd medegedeeld.

Art. 8. De beslissingen van een examencommissie tot goedkeuring of weigering van een kandidaat worden genomen bij de meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De beslissingen vermelden de redenen waarom de examencommissie kandidaatstellingen heeft goedgekeurd of geweigerd en worden medegedeeld aan de Administrateur-generaal van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, die er kennis van geeft aan de kandidaten per aangetekende brief.

De leden van de examencommissie worden tot de grootste discretie gehouden inzake verloop en inhoud van de beraadslagingen.

Art. 9. Wanneer de proef schriftelijk gebeurt :

1° wordt de kandidaat die de orde verstoort, die fraudeert of die probeert te frauderen, uitgesloten;

2° mogen de kandidaten, op straffe van onmiddellijke uitsluiting, noch met elkaar of met iemand buiten communiceren, noch nota's of boeken raadplegen, met uitsluiting van de toegestane documentatie. Ze kunnen geen ander papier gebruiken dan hetgeen dat hun ter beschikking wordt gesteld;

3° mag een kandidaat enkel de zaal verlaten als hij alle documenten hem ter beschikking gesteld, ingediend heeft bij de te dien einde aangewezen opzichter, behoudens andersluidende bepaling;

4° wordt geen rekening gehouden met het klad bij de verbetering;

5° wordt de verbetering blindelings uitgevoerd;

6° wordt een stempel aangebracht op het werk van de kandidaat en op diens oproepingsbrief.

Art. 10. De Minister van Leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT